

ILS DEMANDENT UNE RÉVISION DES ZONES DE PÊCHE

Les patrons de pêche d'Alger montent au créneau

Pas moins de quatorze chalutiers ne font plus de sorties en mer depuis le port d'Alger. Leurs patrons contestent les actuels alignements de référence délimitant les zones de pêche. Ils estiment que le décret fixant ces zones ne prend pas en considération la spécificité du port d'Alger et demandent un correctif.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - Rien ne va plus pour les pêcheurs au niveau du port d'Alger. Ils se disent victimes d'une législation qui ne prend pas en compte la nature du relief à Alger.

Dans un rapport de situation établi par les concernés, ils évoquent «une situation difficile engendrée, entre autres, par l'application des arrêtés fixant les alignements de référence à partir desquels sont délimitées les zones de pêche». Ils rappellent que les zones de pêche sont délimitées par l'article 32 du décret 03-481 qui, disent-ils, ne tient compte que des distances. Or, rappellent-ils, une donnée fondamentale à la pêche n'est pas prise en compte : la profondeur minimale de 50 mètres autorisée à la pêche. Et d'ajouter qu'«il est important de rappeler que le relief sous-marin au large d'Alger est accidenté, son plateau continental est très étroit et c'est là que se trouve

la majorité de la ressource». Les professionnels de la pêche considèrent que «la lecture de la carte des courbes de profondeur permet immédiatement de saisir le relief sous-marin spécifique à la baie d'Alger et de comprendre pourquoi les professionnels de la pêche se trouvent aujourd'hui fortement pénalisés par rapport à ceux d'autres ports de pêche, à l'est comme à l'ouest d'Alger, où les zones de pêche chalutables sont d'abord plus vastes grâce à un plateau continental plus étendu et sont en plus immédiatement accessibles à partir du port de pêche».

Dans une lettre adressée à la directrice de la pêche de la wilaya d'Alger, le collectif des professionnels expliquent que «compte tenu des reliefs accidentés des fonds chalutables au niveau de la zone de pêche située à l'est de Cap Matifou jusqu'au large du port de Zemmouri, nous



Photo : Samir Sid

sommes souvent confrontés aux services des gardes-côtes à cause du non-respect de la zone interdite pendant la fermeture de la pêche» et ajoutent que «compte tenu de la longue immobilisation des navires en raison du mauvais temps, des quatre

mois de fermeture de la pêche ainsi qu'à deux mois de panne, nous nous retrouvons avec 3 à 4 mois de travail effectif par an». Pour toutes ces raisons, ils demandent une permission exceptionnelle pour exploiter les crustacés de la zone objet d'interdic-

tion pendant les quatre mois de fermeture de la pêche. La Direction de la pêche, qui les avait déjà reçus à ce sujet, n'a pour le moment pas donné de suites favorables à leurs doléances.

N. I.

ALORS QUE LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS A DONNÉ

SUITE À LEURS REVENDICATIONS

Les marins d'IBC toujours dans l'expectative

Les personnel navigant d'IBC (International Bulk Carrier) sont toujours dans l'attente de la concrétisation des engagements pris par la tutelle des transports quant à répondre favorablement à leurs doléances.

En effet, les marins d'IBC s'impatientent de voir la concrétisation des promesses faites par l'ex-ministre des Transports Amar Tou, qui a reçu des membres de la section syndicale du collectif marin. C'était le 13 mai dernier quand l'ex-premier responsable du secteur a pris acte de la plate-forme de revendications des marins d'IBC et s'est engagé à trouver des issues. Et pour ce faire, la direction de la marine marchande et des ports, la direction générale d'IBC et le partenaire social ont convenu de concrétiser le redéploiement par l'établissement et remise des décisions à tout le personnel navigant figurant sur les trois listes validées, dans les plus brefs délais et d'en suivre l'exécution.

Et près d'un mois après cette entrevue à l'issue de laquelle ces marins ont nourri bien des espérances de voir la fin du calvaire qu'ils endurent depuis des mois, le temps est de nouveau à l'inquiétude.

Et pour cause, Rabah Youtichène, le secrétaire général du syndicat du personnel navigant d'IBC, s'interroge sur le fait que les décisions qui sont au niveau de Cnan Group ne soient pas encore cosignées.

Des décisions ayant trait à l'affectation temporaire au niveau de toutes les entreprises du secteur maritime et portuaire, que les marins attendent depuis 15 mois, au rapatriement des navires alors que les fonds nécessaires ont été débloqués, le paiement des arriérés de salaires qui tarde, alors qu'engagement solennel a été pris de le prendre en charge, avec, notamment, une correspondance des services du Premier ministre au ministre des Finances.

Ceci en sus d'autres doléances discutées lors du même conclave du 13 mai écoulé liées à la situation des marins ex-otages du MV *Blida*, en attente des actions de réparation des préjudices moral et physique subis, la question des marins retraitables qui conservent tous leurs droits au titre du règlement du dossier d'IBC.

A rappeler qu'avant cette entrevue avec la tutelle, le personnel navigant d'International Bulk Carrier (IBC) a eu à enclencher plusieurs actions de protestation pour se faire entendre, notamment un sit-in de plusieurs jours devant le ministère de tutelle.

M. K.

CRÉDIT-BAIL

La SNL investira en 2013 l'immobilier d'entreprise

La Société nationale de leasing (SNL) s'engagera en 2013 dans le crédit-bail de l'immobilier destiné aux grandes, petites et moyennes entreprises et autres professionnels.

Spécialisée jusque-là dans le leasing mobilier, la SNL, une filiale des deux banques publiques BNA et BDL dotée d'un capital de 3,5 milliards de dinars, compte lancer, dès l'année prochaine, la commercialisation du leasing immobilier professionnel. Cité hier par l'agence nationale de presse et contacté, le directeur général de la SNL, Mohamed Krim, a indiqué que sa société procèdera, avant la fin de l'année, à des tests. Il s'agit d'identifier les clients intéressés qui doivent formuler des demandes en ce sens.

Dès l'année prochaine, ce produit sera lancé de manière effective, précise le DG de la SNL. Ciblées, les 650 000 PME opérationnelles ainsi que les grandes entreprises pourront bénéficier de cette offre en vue d'acquiescer des immeubles administratifs, des magasins, des installations industrielles et commerciales et des terrains bâtis à usage professionnel.

A charge, cependant, pour ces professionnels d'exprimer leurs besoins, identifier les biens qu'ils souhaitent acquiescer et formuler des demandes à la société. Et ce n'est qu'en fonction de l'étude du dossier d'éligibilité et de l'évaluation technico-économique du bien que la SNL donnera son accord et procèdera ou non à l'achat du bien et sa mise en location.

De fait, cette offre constitue une réponse adéquate aux besoins des PME, d'autant qu'il s'agit d'un financement de 100% de la valeur du bien

immobilier, sans exigence d'un apport personnel ni de garantie. Certes, ce segment du marché financier connaît un faible développement à l'heure actuelle. «C'est epsilon», relèvera M. Krim qui constate qu'à l'heure actuelle, seule la Société de refinancement hypothécaire (SRH) opère sur ce segment du leasing immobilier. Néanmoins, le DG de la SNL reste optimiste pour ce marché dont «le potentiel est important» à moyen terme.

Concernant le leasing mobilier (relatif aux équipements), offert depuis fin mars 2011, le DG de la SNL a indiqué que sa société a engagé pour 600 millions de dinars depuis avril 2011, au profit d'une quarantaine de clients. Voire, les financements, techniquement appelés «mises en force», ont totalisé 348 millions de dinars durant les quatre premiers mois de 2012. Le leasing, mobilier ou immobilier, est actuellement offert par une dizaine de banques et établissements financiers dont trois sociétés publiques nouvellement autorisées à l'exercer : la SNL, la SRH et Ijar leasing Algérie. D'un capital de 4,1 milliards de dinars, la SRH avait été autorisée en mars dernier par le

Conseil de la monnaie et du crédit à élargir ses activités au leasing immobilier. Ijar leasing Algérie, dont le capital est détenu par la Banque extérieure d'Algérie (BEA) et Banco Esperito Santo (Portugal), est également entrée sur le marché en 2011. Les produits de leasing mobilier étaient déjà offerts par trois établissements financiers : Maghreb leasing-Algérie (MLA), Arab Leasing Corporation (ALC) et la Société financière d'investissement, de participation et de placement public (Sofinance).

Ce mode de financement est également pratiqué chez les banques privées étrangères : Société générale, Natexis, Al Baraka-Bank et BNP Paribas. L'activité du leasing en Algérie, dominée jusqu'à présent par le leasing mobilier, représenterait 10% des financements bancaires, selon des sources financières. Il s'agit d'un financement souvent faible en termes de volume mais dont l'importance réside dans la croissance élevée, qui dépasse les 25% en moyenne, et dans le nombre important des PME concernées, constate-t-on.

C. B.

Quid du leasing ?

C'est une opération commerciale et financière par laquelle une société financière (crédit-bailleur) achète un bien à usage professionnel, commercial ou industriel pour le céder à un tiers (crédit-preneur) en vue de l'exploiter pour une durée déterminée en contrepartie d'un loyer à verser périodiquement.

A la fin du contrat, le crédit-preneur peut restituer le bien au bailleur, demander le renouvellement du contrat ou acquiescer le bien au prix convenu dans le contrat. Il permet ainsi à financer, à court et à moyen terme, des investissements sans affecter les capacités d'endettement de l'entreprise et constitue, selon des financiers, un moyen d'amortissement accéléré permettant un gain d'impôt et représentant un avantage fiscal majeur.